

## NON À LA HAUSSE DES FRAIS D'INSCRIPTION POUR LES ÉTUDIANT·E·S EXTRACOMMUNAUTAIRES

**Le projet du gouvernement pour les étudiant·e·s étranger·e·s :**

**2770€** en licence  
(170€ actuellement)

**3770€** en master  
(243€ actuellement)

### LES ÉTUDIANT·E·S ÉTRANGER·E·S EN PREMIÈRE LIGNE

Aujourd'hui à l'exclusion des boursier·e·s, chaque étudiant·e quelque soit son origine ou sa nationalité paie les mêmes droits d'inscription. Avec la mesure annoncée par Edouard Philippe, les étudiant·e·s étranger·e·s hors EEE (Espace Economique Européen) verront leurs frais exploser ! Pour la plupart d'entre elles et eux, cela met tout simplement un terme à leurs projets d'études.

Mais en réalité cette annonce concerne l'ensemble des étudiant·e·s, en effet comme annoncé dans le rapport Aghion-Cohen, les *macronleaks* ont révélé que l'objectif du gouvernement est l'augmentation généralisée des frais d'inscription et le passage d'un modèle de financement public des études supérieures à un modèle basé sur les frais d'inscription.

Et qui est ce qui est la première victime de cette augmentation ? Les étranger·e·s comme d'habitude...

### PAYER POUR ÉTUDIER ? LA SUITE LOGIQUE DE LA SÉLECTION

Depuis la mise en place de la sélection (loi ORE), l'accès aux études n'est plus un droit garanti au plus grand nombre. Dans ce contexte, quoi de plus logique que de faire payer pour accéder au diplôme ?

Cette augmentation vise surtout à sélectionner les étudiant·es étranger·es : écarter les moins aisé·e·s notamment en provenance des pays du Sud (pays africains ou d'Amérique du Sud, par exemple) privilégier ceux et celles qui auront les moyens de payer des formations !

De manière générale, le budget consacré à chaque étudiant·es de l'enseignement supérieur ne fait que diminuer année après année avec des conséquences simples : baisse du nombre de personnels, détérioration des services offerts par l'université, dégradation des conditions d'accueil et généralisation de la précarité. Et de plus nous avons toutes les raisons de croire (*macronleaks*) que cette augmentation des frais d'inscription s'accompagnera d'une baisse équivalente de la dotation publique des universités, ce qui veut dire qu'aucun de ces problèmes ne pourra être résolu.

### L'ENDETTEMENT ÉTUDIANT, UNE CATASTROPHE ÉCONOMIQUE

La hausse des frais d'inscription écarterait des milliers de jeunes de l'enseignement supérieur, et pousserait les étudiant·e·s à l'endettement sur plusieurs années sans réelle capacité de remboursement. Aux Etats-Unis c'est justement la bulle spéculative de 1500 milliards de dollars constituée autour de la dette étudiante qui risque d'engendrer la prochaine grande crise financière. Au Royaume-Uni c'est 75 % des diplômé·e·s qui ne seront pas en capacité de rembourser leur emprunt étudiant d'après l'*Institute for Fiscal Studies*, et ces emprunts garantis par l'État deviennent une dépense bien supérieure à ce que représente un financement public direct des universités. Dans tous ces systèmes les gagnants sont les banques et les perdants sont la collectivité et les classes populaires en particulier.

**MOBILISONS NOUS POUR NOTRE FAC**

## NON À LA HAUSSE DES FRAIS D'INSCRIPTION POUR LES ÉTUDIANT·E·S EXTRACOMMUNAUTAIRES

**Le projet du gouvernement pour les étudiant·e·s étranger·e·s :**

**2770€** en licence  
(170€ actuellement)

**3770€** en master  
(243€ actuellement)

### LES ÉTUDIANT·E·S ÉTRANGER·E·S EN PREMIÈRE LIGNE

Aujourd'hui à l'exclusion des boursier·e·s, chaque étudiant·e quelque soit son origine ou sa nationalité paie les mêmes droits d'inscription. Avec la mesure annoncée par Edouard Philippe, les étudiant·e·s étranger·e·s hors EEE (Espace Economique Européen) verront leurs frais exploser ! Pour la plupart d'entre elles et eux, cela met tout simplement un terme à leurs projets d'études.

Mais en réalité cette annonce concerne l'ensemble des étudiant·e·s, en effet comme annoncé dans le rapport Aghion-Cohen, les *macronleaks* ont révélé que l'objectif du gouvernement est l'augmentation généralisée des frais d'inscription et le passage d'un modèle de financement public des études supérieures à un modèle basé sur les frais d'inscription.

Et qui est ce qui est la première victime de cette augmentation ? Les étranger·e·s comme d'habitude...

### PAYER POUR ÉTUDIER ? LA SUITE LOGIQUE DE LA SÉLECTION

Depuis la mise en place de la sélection (loi ORE), l'accès aux études n'est plus un droit garanti au plus grand nombre. Dans ce contexte, quoi de plus logique que de faire payer pour accéder au diplôme ?

Cette augmentation vise surtout à sélectionner les étudiant·es étranger·es : écarter les moins aisé·e·s notamment en provenance des pays du Sud (pays africains ou d'Amérique du Sud, par exemple) privilégier ceux et celles qui auront les moyens de payer des formations !

De manière générale, le budget consacré à chaque étudiant·es de l'enseignement supérieur ne fait que diminuer année après année avec des conséquences simples : baisse du nombre de personnels, détérioration des services offerts par l'université, dégradation des conditions d'accueil et généralisation de la précarité. Et de plus nous avons toutes les raisons de croire (*macronleaks*) que cette augmentation des frais d'inscription s'accompagnera d'une baisse équivalente de la dotation publique des universités, ce qui veut dire qu'aucun de ces problèmes ne pourra être résolu.

### L'ENDETTEMENT ÉTUDIANT, UNE CATASTROPHE ÉCONOMIQUE

La hausse des frais d'inscription écarterait des milliers de jeunes de l'enseignement supérieur, et pousserait les étudiant·e·s à l'endettement sur plusieurs années sans réelle capacité de remboursement. Aux Etats-Unis c'est justement la bulle spéculative de 1500 milliards de dollars constituée autour de la dette étudiante qui risque d'engendrer la prochaine grande crise financière. Au Royaume-Uni c'est 75 % des diplômé·e·s qui ne seront pas en capacité de rembourser leur emprunt étudiant d'après l'*Institute for Fiscal Studies*, et ces emprunts garantis par l'État deviennent une dépense bien supérieure à ce que représente un financement public direct des universités. Dans tous ces systèmes les gagnants sont les banques et les perdants sont la collectivité et les classes populaires en particulier.

**MOBILISONS NOUS POUR NOTRE FAC**

## CONSTRUISONS L'UNIVERSITÉ DE DEMAIN

Les étudiant·e·s et personnels de l'Université Paris 13 réunis en Assemblée Générale le lundi 18 février 2019 s'opposent à la réforme annoncée d'augmentation des frais d'inscription pour les étudiants extracommunautaires et déclarent leur attachement à l'Université gratuite et ouverte à toutes et à tous.

Nous demandons aussi au président et au CA:

- 1) de s'engager publiquement à ne pas appliquer l'augmentation des frais d'inscription comme 17 universités l'ont déjà fait.
- 2) de banaliser les journées du 12 et 19 mars qui sont des journées de mobilisation contre l'augmentation des frais d'inscription et du 15 mars qui est une journée pour la défense de l'environnement.

### Assemblée Générale lundi 11 mars Amphi Forum IUT

#### Programme :

- **11 mars :**
  - 8h diffusion de tracts aux entrées de la fac (rdv 7h30 au forum)
  - 10h tours d'amphis (rdv forum)
  - 12h AG (amphi forum IUT)
- **12 mars :**
  - 9h30 manifestation contre la hausse des frais d'inscription devant le ministère ESR <https://paris.demosphere.net/rv/67543>
- **15 mars :**
  - 9h délégation collective au CA (salle des conseils AP201) pour exiger un engagement à ne pas appliquer la hausse des frais d'inscription
  - après-midi : manifestation pour le climat <https://paris.demosphere.net/rv/67675>
- **19 mars :**
  - 12h rdv forum pour départ groupé
  - 13h luxembourg manifestation interprofessionnelle et intersyndicale <https://paris.demosphere.net/rv/67722>

#### Contact

wiki du comob

facebook VXIII Révoltée

mailto : contactp13@13enlutte.lautre.net



## CONSTRUISONS L'UNIVERSITÉ DE DEMAIN

Les étudiant·e·s et personnels de l'Université Paris 13 réunis en Assemblée Générale le lundi 18 février 2019 s'opposent à la réforme annoncée d'augmentation des frais d'inscription pour les étudiants extracommunautaires et déclarent leur attachement à l'Université gratuite et ouverte à toutes et à tous.

Nous demandons aussi au président et au CA:

- 1) de s'engager publiquement à ne pas appliquer l'augmentation des frais d'inscription comme 17 universités l'ont déjà fait.
- 2) de banaliser les journées du 12 et 19 mars qui sont des journées de mobilisation contre l'augmentation des frais d'inscription et du 15 mars qui est une journée pour la défense de l'environnement.

### Assemblée Générale lundi 11 mars Amphi Forum IUT

#### Programme :

- **11 mars :**
  - 8h diffusion de tracts aux entrées de la fac (rdv 7h30 au forum)
  - 10h tours d'amphis (rdv forum)
  - 12h AG (amphi forum IUT)
- **12 mars :**
  - 9h30 manifestation contre la hausse des frais d'inscription devant le ministère ESR <https://paris.demosphere.net/rv/67543>
- **15 mars :**
  - 9h délégation collective au CA (salle des conseils AP201) pour exiger un engagement à ne pas appliquer la hausse des frais d'inscription
  - après-midi : manifestation pour le climat <https://paris.demosphere.net/rv/67675>
- **19 mars :**
  - 12h rdv forum pour départ groupé
  - 13h luxembourg manifestation interprofessionnelle et intersyndicale <https://paris.demosphere.net/rv/67722>

#### Contact

wiki du comob

facebook VXIII Révoltée

mailto : contactp13@13enlutte.lautre.net

